

Une solution "interne" aux apories de l'approche cognitive des politiques publiques? Suggestions en partant de la référence à Gramsci

1st Draft (Work in progress)

Raphaël Ramuz – Observatoire Science, Politique, Société - Faculté des Sciences Sociales et Politiques –
Université de Lausanne – Raphael.Ramuz@unil.ch

La nature des idées et du discours dans l'AC	2
Les limites de la solution des "trois I"	8
Une voie gramscienne pour l'AC?	9
Les "idées" et les "intellectuels" chez Gramsci	11
De Gramsci à la Cultural political economy	16
Conclusion	21
Références	22

Depuis la publication de *l'Etat en action* (Jobert et Muller 1987), de nombreux chercheurs se sont engagés dans le débat autour de l'approche dite des *référentiels*,¹ ses différentes forces et faiblesses ont été soulignées à de nombreuses reprises² et plusieurs voies ont été proposées pour remédier à certains de ses problèmes.³ Néanmoins, il nous semble que les protagonistes du débat se sont finalement relativement peu intéressés à deux points pourtant fondamentaux dans la version "originelle" de l'approche par les *référentiels*.

D'une part, bien que l'une des marques distinctives de l'AC soit la prise en compte du "rôle des idées", l'interrogation autour de la nature des idées et du discours est restée assez peu développée, prenant notamment peu en compte les apports d'autres disciplines (linguistique, philosophie, sociologie) concernant les questions fondamentales qu'impliquent une telle approche. Cela implique que le statut ontologique et épistémologique des idées et du discours reste relativement indéterminé dans l'AC. L'une des autres conséquences de cela est que les

¹ L'approche des référentiels est une version de l'approche cognitive des politiques publiques, pour des raisons pratiques nous utiliserons l'acronyme AC dans le texte, bien que nous nous référions avant tout l'approche des référentiels.

² Parmi de nombreuses contributions, les ouvrages Faure et al. (1995) ainsi que Giraud et Warin (2008) de même que les articles de Muller (1990; 2000, 2005) Jobert (1992) constituent les principaux jalons de ce(s) débat(s)

³ Certaines des voies les plus intéressantes ont d'ailleurs été proposée par l'un des "fondateurs" de l'approche, nous pensons aux réflexions autour des concepts de *forums* et d'*arènes* Jobert (1994; 1995; 1998) voir aussi Fouilleux (2000)

dispositifs méthodologiques permettant de prendre en compte cette dimension fondamentale des processus de politiques publiques restent lacunaires et que la mise en œuvre de cette approche, sur le plan de l'étude des idées et du discours, prend une forme plutôt "intuitive".

D'autre part, alors que dans *l'Etat en action* la référence à Gramsci est non seulement clairement affirmée mais transparaît également dans nombre de formulations, cette source d'inspiration semble s'être rapidement tarie par la suite. En effet, ni les fondateurs de l'AC, ni les critiques et/ou "utilisateurs" de l'AC n'ont vraiment remontés le fil de cette inspiration pour tenter d'y puiser des réponses aux problèmes de l'AC. Or, il nous semble que la réactivation de cette référence à Gramsci est l'une des voies permettant de dépasser certains angles morts de l'AC, notamment celui de la nature des idées. De plus, cette réouverture du rapport à Gramsci permet d'établir des ponts avec les différentes approches (néo)-gramsciennes en sciences sociales et politiques de langue anglaise qui, elles, traitent de manière approfondie de la nature des "idées" et du discours ainsi que des méthodes permettant de les intégrer dans un dispositif d'analyse.

La nature des idées et du discours dans l'AC

L'AC se présente comme une approche particulière des politiques publiques, en ce sens qu'elle se donne comme ambition générale non seulement de "réintégrer l'analyse des politiques publiques dans une conception plus large des rapports Etat-société, de façon à ce que la théorie de l'Etat bénéficie enfin des acquis de l'analyse des politiques." (Jobert et Muller 1987: 10). Mais, plus important pour la problématique des idées, elle se définit également comme: "[...] une approche s'efforçant de saisir les politiques publiques comme un *processus de construction d'un rapport au monde*." (Muller 1995: 153)⁴. De plus, Muller insiste sur le fait que les idées ne doivent pas être appréhendées de manière statique, mais intégrées dans une perspective dynamique: "Le référentiel, ce n'est pas seulement du discours ou des idées [...]. Le référentiel, ce sont des idées en action." (Muller 1995: 161)

La démarche de Muller part dans une direction prometteuse en évitant l'obstacle idéaliste - les idées ne sont pas *la cause* du changement – tout en affirmant que les "idées" font partie intégrante de toute réalité sociale. En effet, Muller adopte une posture critique des approches qui séparent idées, intérêts et institutions (visant notamment l'institutionnalisme de Peter Hall):

" [...] le problème posé par cette approche par les idées est qu'elle ne peut rendre compte que difficilement de ce mécanisme par lequel les intérêts vont s'exprimer à travers des idées, qui constituent, de ce fait, la traduction des intérêts dans le champ du débat public, de même que

⁴ "L'analyse cognitive des politiques publiques regroupe un ensemble de travaux qui se démarquent des recherches expliquant l'action publique exclusivement en terme de confrontation des intérêts." (Muller 2005: 155)

les institutions constituent en quelque sorte des idées coagulées dans une configuration institutionnelle donnée. La thèse défendue ici, d'un certain point de vue, accorde une place plus importante aux intérêts que ne le font les approches par les idées, dans la mesure où elle considère que les idées n'existent pas sans les intérêts (les référentiels expriment la vision du monde des groupes dominants), de même que les intérêts n'existent qu'en tant qu'ils s'expriment à travers des matrices cognitives et normatives (qui expliquent le monde et disent comment il doit être." (Muller, 2005: 170 voir aussi Muller 2000: 193)

Malheureusement, une fois ces considérations établies, la question du statut ontologique des idées est bien vite abandonnée. Muller se contente de l'intégrer dans l'économie du rapport global-sectoriel, dans laquelle la structure de sens (postulée et non expliquée) du référentiel global produit des effets de contrainte sur les structures de sens des référentiels sectoriels, et, corollaire, sur leurs agents. Dans ce cadre, il ne s'intéresse que très peu à la construction du sens du référentiel global, tout son effort restant concentré sur l'analyse des stratégies différenciées d'"adaptation" aux "contraintes" des agents dans les secteurs, la manière dont les agents reconstruisent leurs identités en référence à la nouvelle matrice cognitive globale. Alors que, selon nous, ce travail d'analyse de la production du sens devrait déjà être fait précisément pour le référentiel global. On peut d'ailleurs noter un certain malaise dans la manière dont Muller traite du *référentiel global* dans ses dernières contributions.⁵ Dans ce cadre, le changement n'est pas expliqué, mais postulé. La focalisation sur le changement "sectoriel" a pour pré-condition le fait que le changement global existe, ce dernier étant donc uniquement un présupposé. Car, comme nous le verrons, Muller n'explicite pas clairement les déterminants du référentiel global, il ne fait que s'appuyer sur des théories générales sans établir les conséquences que ces théories ont sur l'étude du référentiel global.

La pétition de principe de l'AC reste ainsi en partie insatisfaite car cette affirmation d'une rupture par rapport au dispositif d'investigation classique de l'analyse de l'action de l'Etat ne

⁵ "Si l'on veut comprendre les mécanismes de transformation du cadre de légitimation d'une politique, on est bien obligé, à un moment ou à un autre, de mettre en évidence le passage d'une structure de sens à une autre: c'est ici qu'intervient la relation référentiel sectoriel/référentiel global." (Muller 2005: 175)

"Le global, comme cadre de référence, constitue donc un lieu de décodage du réel d'où **va émerger** une vision dominante [...]" (Muller 2005: 179, nous soulignons)

"Comme la planète invisible qui, bien que n'étant pas encore découverte, influençait l'orbite des autres planètes, le global existe surtout par les effets de contraintes qu'il exerce sur les différentes politiques publiques." (Muller 2005: 177)

"Si l'on veut comprendre les mécanismes de transformation du cadre de légitimation d'une politique, on est bien obligé, à un moment ou à un autre, de mettre en évidence le passage d'une structure de sens à une autre: c'est ici qu'intervient la relation référentiel sectoriel/référentiel global." (Muller 2005: 175)

s'accompagne pas d'une refondation des catégories qui permettrait d'intégrer les idées et le discours à une conceptualisation générale de la dynamique sociale. Dès lors, le problème posé par le statut des idées et du discours dans l'AC touche les niveaux ontologique et épistémologique – que *sont* les idées? et quelle est notre capacité à les connaître? – et se répercute sur le plan méthodologique – comment pouvons-nous intégrer leur analyse dans un dispositif visant à investiguer des processus politiques.

Il nous semble que cette difficulté à poser les bases ontologiques et épistémologiques de l'AC⁶ renvoie au fait qu'elle s'appuie sur des explications des dynamiques fondamentales de la société – des méta- ou macro-théories – qui sont difficilement compatibles les unes avec les autres, ce qui implique par ailleurs des problèmes dans l'élaboration des concepts plus concrets visant à opérationnaliser l'approche. Dans le cas qui nous concerne, les macro-théories ont – ou en tous les cas devraient avoir – une implication directe sur la conception de la nature des idées et du discours dans l'AC. Or, les trois inspirations macro-théoriques de l'AC, que relève notamment Giraud (2004), ne vont pas sans poser des problèmes. En effet, la cohabitation de considérations provenant d'horizons théoriques aussi différents que la théorie systémique,⁷ le constructivisme et la perspective gramscienne⁸ font que l'AC risque de verser dans l'éclectisme théorique. Il ne s'agit pas de militer pour une "pureté" théorique, mais simplement de relever que, faute d'une réarticulation des différentes perspectives dans un nouveau dispositif conceptuel, les tensions internes à l'AC ne permettent pas de poser clairement la nature, la place et le rôle des idées et du discours.

Le problème n'apparaît pas immédiatement car les trois théories sont convoquées à des moments et pour des objectifs différents, mais il n'en reste pas moins qu'il nous faut prendre en compte leurs effets implicites sur la manière de concevoir les idées et le discours.

Premièrement, le systémisme joue le rôle d'explication des grandes tendances de la dynamique sociale. Il s'appuie sur l'hypothèse de la complexification de la société en

⁶ Zittoun évoque également ce problème lorsqu'il évoque: "le caractère protéiforme du référentiel, caractère qui constitue à la fois sa force heuristique mais aussi sa faiblesse épistémologique et instrumentale." (Zittoun 2008: 73)

⁷ Ici il s'agit de la théorie systémique au sens large. Plus précisément, il faudrait parler d'une adhésion à certains des fondements du structuro-fonctionnalisme dont le développement renvoie à la trajectoire Durkheim – Parsons – Luhmann (voir notamment Muller 1995: 166-173; 2005: 158-159)

⁸ Giraud (2004) place la perspective gramscienne dans la catégorie du post-marxisme. Il nous semble que cette catégorisation est un peu rapide dans la mesure où l'approche de Gramsci est l'enjeu d'un profond débat entre partisan d'une posture post-marxiste et post-structuraliste (Laclau et Mouffe 2000) et les auteurs qui voient en Gramsci un développement de l'analyse marxienne (Meiksins Wood 1998). De plus, en faisant de Gramsci un post-marxiste, la distinction avec le constructivisme devient beaucoup moins évidente.

revendiquant la filiation durkheimienne.⁹ Dans cette optique, la division du travail engendre d'une part une différenciation de la société en sphères spécialisées et renforce le rôle de l'Etat d'autre part. En effet, selon Durkheim (1998), la division du travail produit "normalement" la solidarité, mais elle peut, dans les situations "pathologiques" où les différents organes composant la société ne sont pas régulés, produire le contraire: l'*anomie*. Ainsi, le rôle, où plus précisément la fonction, de l'Etat est de contrer le danger d'anomie inhérent à la différenciation fonctionnelle lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'institutions morales. L'Etat est ainsi considéré comme la forme d'expression et de régulation de la collectivité permettant de dépasser la fragmentation sociale. Muller s'inscrit clairement dans cette ligne lorsqu'il déclare:

"La position retenue ici, qui s'inscrit dans la perspective classique, marquée notamment par les travaux de Durkheim, consiste à affirmer que, pour comprendre ce développement de l'action publique, il est indispensable de revenir à l'une des caractéristiques fondamentales des sociétés modernes: leur complexité. [...] cette notion de complexité [...] [...] permet de comprendre pourquoi ces sociétés sont en quelque sorte condamnées à trouver des procédures pour faire face à cette complexité et que ces procédures apparaissent, avant tout, comme des mécanismes de gestion du changement à travers la production de sens." (Muller 2005: 159)

La rhétorique de la nécessité apparaît ici comme une explication alors qu'elle devrait plutôt être posée comme problème. Le changement serait donc la résultante d'un processus de différenciation sociale¹⁰ qui agit comme une contrainte et exige l'adaptation de la société de manière à ce qu'elle puisse perdurer comme société. Cette perspective donne l'impression que c'est une double essence de la société – celle d'être vouée à la fois à un processus de différenciation et au fait de le surmonter par la production du sens – qui constitue le substrat sur lequel Muller fonde son analyse cognitive. La dimension des idées a ici un statut extrêmement ambigu puisque le changement est avant tout inscrit dans le développement de la différenciation fonctionnelle croissante des sociétés modernes. Les idées peuvent donc informer sur la manière – le "comment" de changement – dont la différenciation est gérée, mais elles ne peuvent pas expliquer les causes du changement, ceci étant réservé à une ontologie sociale basée sur la division du travail.

⁹ La référence à Durkheim pose le problème, dans le cadre d'une théorie du changement, d'être une conception stable et harmoniciste de la société. Car, s'il existe un contraste entre des situations "normales" et des situations de "crises" qui sont liés à un état pathologique et qu'il s'agit de "guérir", cela veut dire que les situations de crises et donc d'indétermination, sont pathologiques et, corollaire, que la situation normale rétablit l'univocité des structures de signification.

¹⁰ Il faut également relever l'aspect problématique de la référence à Luhmann dans le cadre de la présentation de Muller (2005: 160-161), car, comme le précise Muller lui-même, il y a une différence (de taille dirons-nous) entre la conception luhmannienne des acteurs – sur ce point voir Izuzquiza (1990) – et celle de Muller.

De plus, la capacité de la société à surmonter cette différenciation inscrite dans son développement même, engendre un second problème. La manière dont est décrit le dépassement de l'hétérogénéité sociale fait craindre un risque de fonctionnalisation du politique. A nouveau, ce qui nécessite une argumentation, est affirmé. Le rôle du politique – faire tenir ensemble cette multitude de sphère différenciée – est présupposé plus qu'expliqué.

La deuxième source macro-théorique, le constructivisme, est également nimbée d'une certaine ambiguïté. Il faut constater, comme l'ont souligné Hassenteufel et Smith (2002) que les liens de l'AC au constructivisme sont flous.¹¹ Selon eux, l'AC: "[...] ne délimite pas précisément « le construit » et « le réel » : les idées sont-elles des variables comme les intérêts et les institutions ? (ce que laisse supposer Y. Surel) ; ou sont-elles les *causes* de l'action publique ? Cette imprécision terminologique ne fait que masquer une définition problématique du rôle de la cognition en politique, difficile à appréhender par voie d'enquêtes empiriques." (Hassenteufel et Smith 2002: 60)

Plus précisément, il nous semble en effet que la perspective de Muller balance entre deux positions. D'un côté, il affirme que l'AC n'est pas une approche par les idées et se réclame *théoriquement* d'un " constructionnisme modéré".

"L'analyse cognitive relève d'un constructionnisme modéré (tout n'est pas construit) qui met en avant l'irréductibilité de la fonction politique par rapport aux processus d'expression des intérêts et plus généralement, des processus de cognition tels qu'on peut les percevoir au niveau des individus." (Muller 2000: 194)

Néanmoins, à d'autre reprises, il semble s'orienter *pratiquement* vers une perspective plus radicalement constructiviste lorsqu'il évoque la situation d'"hyperchoix" qui règne dans le champ politique du fait du caractère "incommensurable" des demandes auquel il est confronté.¹²

¹¹ Mériaux (1995) remarquait également ce problème de sous-conceptualisation dans sa contribution au débat sur le référentiels: "[...] la lecture a posteriori de *"L'Etat en action"* est appauvrie par le soin que les auteurs apportent à ne pas aller plus loin vers une comparaison entre référentiel et représentations sociales. Les variations du registre lexical sont assez significatives. On part d'une définition du référentiel comme représentation, mais sans insister sur ce qu'est une représentation et sur les différentes acceptions qui peuvent exister dans la littérature scientifique. Cette absence de définition [...] conduit à multiplier les synonymes: idée, image sociale, systèmes de normes, conception dominante, vision du monde."(Mériaux 1995: 59)

¹² Il est d'ailleurs frappant de remarquer la proximité de ces formulations avec celles de la *Discourse Theory* de Laclau et Mouffe (2000). En effet, dans cette perspective post-structuraliste – qui se réclame également de Gramsci – la notion d'"indécidabilité" joue un rôle crucial, l'hégémonie étant alors une théorie de la décision prise sur un terrain indécidable, le profond niveau de contingence requérant l'articulation hégémonique en tant que moment d'institution politique de la société.

"Le champ politique^[13] est donc le seul lieu où se réalise cette opération de "choix impossible", c'est ce qui fait sa spécificité et qui explique aussi sa "saturation", non seulement parce que les demandes sont nombreuses, mais surtout parce qu'elles relèvent d'univers incommensurables. Dans cette perspective, ce que l'on appelle le référentiel global constitue l'espace de sens qui va permettre de dépasser, jusqu'à un certain point, la situation d'hyperchoix dans la mesure où il délimite des valeurs, des normes et des relations causales qui s'imposent dans un cadre cognitif et normatif pour les acteurs engagés dans la confrontation de leurs intérêts." (Muller, 2005: 162)

Or, une telle situation d'"incommensurabilité" semble plutôt renvoyer à un constructivisme total, dans la mesure où il n'y a rien en-dehors de la construction sociale des représentations qui puisse permettre de juger de la plus grande validité de telle ou telle demande. On ne semble dans ce cas pas très loin du relativisme auquel mène la position des constructivistes radicaux.

Néanmoins, aussi étrange que cela puisse paraître, il semble que ce constructivisme puisse dans la construction de Muller, très bien cohabiter avec le structuro-fonctionnalisme au sein de l'AC. D'un côté, la téléologie de la différenciation fonctionnelle explique le fait qu'il y ait changement, de l'autre la production sociale contingente de la signification détermine le vecteur du changement, le sens qui lui est donné, en investissant le champ politique.

Troisième théorie générale, l'approche gramscienne a également un rôle ambigu car sa présence constante, mais non articulée aux deux autres perspectives renforce l'impression d'hétérogénéité des théories. Les références à l'approche gramsciennes renvoient fréquemment à une production de sens inhérente aux processus de conflits et de domination dans la société.

"Il y a une sorte de relation circulaire entre le processus de construction du sens et les processus de prise de pouvoir: c'est parce qu'il définit le nouveau référentiel qu'un acteur prend le leadership du secteur en affirmant son hégémonie, mais en même temps, c'est parce que cet acteur affirme son hégémonie que sa vision du monde devient peu à peu la norme. On retrouve, dans ce processus de médiation, les analyses de Gramsci sur les intellectuels qu'il définit comme le groupe capable d'élaborer la vision qu'un groupe social se fait de sa place dans le monde et d'exprimer la relation d'hégémonie de ce groupe par rapport aux autres groupes."(Muller 1995: 165)

Or, cette question de domination et d'hégémonie, si elle s'accorde très bien avec un constructivisme modéré,¹⁴ est en profond décalage avec les fondements de la théorie structuro-fonctionnaliste. Gramsci s'inscrit en effet dans une conception *agonistique* qui

¹³ À noter que l'usage de la notion de "champ" politique n'est pas anodine, en ce qu'elle montre les limites de la notion de secteur pour rendre compte de certains rapports. Ainsi, Muller ne peut pas utiliser la notion de secteur pour appréhender le/la politique, puisque c'est cette dernière qui fonde la sectorialisation de la société.

¹⁴ Selon nous, Gramsci peut d'ailleurs être décrit comme un constructiviste modéré.

s'oppose fondamentalement à une conception harmoniciste telle que celle avancée dans la lignée de Durkheim. Il nous semble que cette opposition non résolue traverse *L'Etat en action* et se retrouve dans l'usage de la distinction habermassienne entre *régulation* (intégration du système) et *légitimation* (intégration du monde vécu).¹⁵

Les limites de la solution des "trois I"

D'autres perspectives "françaises"¹⁶ ont été développées qui ont tenté de clarifier le statut des idées dans la lignée de l'AC. On en trouve un bon exemple dans la tentative de Palier et Surel (2005) de se démarquer de l'approche en terme de référentiel en privilégiant une approche (néo-)institutionnaliste qui vise à synthétiser la problématique "trois I" (Idées, Intérêts et Institutions) dans l'analyse des politiques publiques. Les problèmes que soulèvent cette nouvelle perspective restent très proches de ceux de l'approche de Muller en ce sens que la "nature" de l'ontologie sociale des "trois I" – donc celle des *idées* – reste ambiguë.

Pourtant, l'approche débute de manière prometteuse dans la mesure où elle s'ouvre à une conception intégrée des "trois I" en tant que dimensions constitutives des politiques publiques:

"[...] les processus étudiés sont tout à la fois portés par des conflits et des compromis entre les intérêts concernés, formatés par les institutions héritées du passé, et formulés au travers de cadres cognitifs, normatifs et rhétoriques [...]" (Palier et Surel, 2004: 5)

Mais, la fin de la phrase fait immédiatement retomber les promesses du début, puisque les auteurs affirment: "[...] alors la première tâche de la recherche vise à décomposer l'objet étudié en unités constitutives basées sur les « trois I » (Ibid.)

De même, dans le développement de l'approche, les propositions les plus abouties des auteurs penchent plutôt vers une conception moins intégrée, notamment lorsqu'ils prônent une hiérarchisation du poids des variables au travers d'un "séquençage":

"La dernière opération attachée à cet usage des "trois I" consiste dès lors à bien spécifier à quel moment les dynamiques intellectuelles, institutionnelles ou stratégiques paraissent avoir un poids explicatif important, en procédant à un séquençage des variables et hypothèses formulées." (Palier et Surel, 2005: 22)¹⁷

¹⁵ À noter également que l'utilisation de conception systémiste par Habermas est très différent du systémisme de type structuro-fonctionnaliste de Luhmann (XXXX)

¹⁶ Dans la littérature anglophone, il faut relever l'élaboration de deux approches très prometteuses: l'institutionnalisme discursif (Schmidt 2008) et l'institutionnalisme constructiviste (Hay 2004) qui propose tous deux des approches conférant une place centrale aux idées.

¹⁷ Il faut noter que la tension entre deux positions (intégration / séparation) traverse toute la contribution, les auteurs revenant souvent sur le lien entre les 3I, comme lorsque les auteurs affirment que: "les intérêts ne peuvent pas être compris en dehors du contexte institutionnel dans lequel ils se forment et interagissent, car ils ne peuvent être définis et identifiés ex nihilo, par la seule analyse du groupe social étudié." (Palier et Surel 2005: 8)

Cette solution rejoint la voie privilégiée par les (néo-)institutionnalistes pour intégrer les idées et le discours dans une approche globale des phénomènes politiques et qui consiste à leur affecter un poids en tant que "facteurs" plus ou moins important selon les cas.¹⁸

Le problème de cette stratégie est qu'elle prend pour point de départ ce qui précisément fait problème: la séparation des "trois I". En cela elle fait fi d'une question: à quel type de séparation renvoient les "trois I". Les idées sont-elles autonomes dans le processus de leur production, si c'est le cas, quel type d'autonomie, sinon quel est le lien avec les intérêts et les institutions? La même question se pose pour la nature des institutions et des intérêts. On doit se demander si les "trois I" se situent sur des plans ontologiques distincts ou si l'on peut-on affirmer une continuité entre trois formes que l'on peut séparer analytiquement, mais qui n'existent que comme totalité. La question revient finalement à se demander s'il s'agit de trois *éléments*, i.e. des réalités existant séparément et nouant des rapports contingents ou trois *moments*, formant une unité organique, médiée et articulée. Sur ces questions, la position des auteurs oscille entre séparation et intégration.

Cette interrogation n'est pas seulement ontologique, elle a une incidence épistémologique et méthodologique immédiate. Si l'on pense que la séparation est d'ordre ontologique, le problème se résout de lui-même, puisqu'il s'agit la superposition de divers types de réalités implique une sorte de "pragmatisme méthodologique" se traduisant par des régimes de connaissances hétérogènes. Par contre, dans le cas d'un lien organique entre les trois *moments*, se pose le problème de séparer théoriquement ce qui est pratiquement lié. Cela peut parfaitement se justifier pour des questions heuristiques, mais cela nécessite l'ouverture d'un questionnement méthodologique nouveau qui vise à donner des outils pour rendre compte des trois dimensions permettant d'articuler un même phénomène.

Une voie gramscienne pour l'AC?

Dans cette deuxième partie nous allons proposer de creuser la voie gramscienne existant au sein de l'AC est de constituer ainsi une solution, parmi d'autres, aux apories de cette approche.

Dans un premier temps, il s'agit de comprendre que le référent gramscien occupe un statut particulier et ambigu dans l'AC. D'une part, dans *L'Etat en action*, la référence à Gramsci est récurrente, sans pour autant que les positions du philosophe italien soient réellement discutées.¹⁹ De l'autre, s'il constitue une inspiration très marquée dans *L'Etat en action*, celle-

¹⁸ "Discourse, just as any other factor, sometimes matters, sometimes does not in the explanation of policy change. The question is when does discourse matter, that is, when does it exert a causal influence on policy change, say by redefining interests as opposed to merely reflecting them, [...] and when are other factors more significant? These, however, are all matters for empirical investigation." (Schmidt and Radaelli 2004: 184)

¹⁹ Il faut noter que les écrits de Gramsci n'ont pas eu une très forte audience en France, surtout si on la compare avec sa popularité dans le monde académique anglo-saxon, il n'y avait donc pas de réel espace de débats autour de ses écrits. Ce qui peut en partie expliquer cette absence de discussion des thèses de Gramsci.

ci s'estompe ensuite pour n'être plus qu'une sorte d'hommage à la première génération, sorte de tribut payé aux "grands anciens" comme Lucien Nizard et Yves Barel. C'est d'ailleurs ce que l'on peut ressentir à la lecture d'une contribution récente de Leca et Muller (2008). Ceux-ci, retraçant la généalogie de l'AC, font référence au rapport à Gramsci. En présentant Lucien Nizard comme l'un des inspirateurs de l'AC, ils rappellent que: "[...] sa volonté de sortir du carcan marxiste, qui passait par la mise en avant de la démarche gramscienne en insistant sur le rôle des "intellectuels" (toujours les acteurs...), va donner naissance à ce que l'on appelé par la suite "l'analyse cognitive des politiques publiques" [...]. Développée ensuite par B. Jobert et P. Muller [1987], cette piste de recherche va peu à peu s'éloigner d'une vision gramscienne de l'autonomie de l'Etat (sans l'oublier complètement, il faudra y revenir un jour), et se nourrir de plus en plus des travaux d'analyse des politiques publiques pour déboucher sur une approche assez spécifiquement française de l'action publique." (2008: 53)

Ce bref rappel de Leca et Muller montre en outre une certaine ambiguïté de l'usage de Gramsci. En effet, d'une part, il est convoqué pour son analyse du rôle des intellectuels – donc des *idées* qu'ils produisent – d'autre part, c'est sa conception de l'"autonomie de l'Etat" qui est évoquée avec la perspective qu'il faudra se pencher à nouveau sur la question. Or, dans les références qui renvoient explicitement aux écrits gramsciens, ce sont uniquement les notions d'*hégémonie* et d'*intellectuels organiques* qui sont convoquées et servent d'inspirations aux concepts de *référentiel* et de *médiateurs* (Jobert et Muller 1987: 51-78).²⁰

Comme Giraud l'affirme: "Le référentiel est alors une idéologie dominante, imposée dans le cadre d'une compétition à vocation hégémonique entre groupes sociaux." (Giraud 2004: 152)

Par contre, la conception gramscienne de l'Etat n'est pas utilisée dans la conception de l'AC. En outre, nombre de références moins précises renvoient à Gramsci dans l'évocation des processus de domination. L'une des explications de cette limite de la référence à Gramsci réside dans le fait qu'elle opère comme une manière de conserver une conception de la société comme organisation emprunte de domination tout en s'inscrivant contre une perspective

²⁰ Pollet relève que "ce concept de médiateur est largement inspiré des "intellectuels organiques" chers à Antonio Gramsci, ce qui nous éclaire sur les fondements théoriques de l'analyse joberto-mullérienne qui repose, au départ, sur une base néo-marxiste hétérodoxe (très européenne) dérivée des travaux de Lucien Nizard." (Pollet 1995: 44, note 51). De même, pour Mériaux: "La notion de référentiel, telle qu'elle s'exprime surtout dans "*L'Etat en action*" et dans "*Les politiques publiques*", s'inspire explicitement des considérations du philosophe italien sur la matérialité de l'idéologie et des appareils de pouvoir qui la diffusent dans le tissu social. L'analogie entre les intellectuels organiques et les médiateurs en est révélatrice. Mais, contrairement à Gramsci, les rapports de domination ne sont généralement appréhendés que dans le cercle restreint de "l'élite" ou du secteur. Même quand il est fait allusion à la domination dans la société globale [...] on ne fait que souligner sa complexité et l'impossibilité d'en saisir les processus concrets. Les références à l'idéologie comme phénomènes assurant la reproduction des rapports de domination sont gommées, bien que l'idée puisse apparaître au détour d'une phrase. [référence à la p. 23 de l'EA] On mettra plutôt l'accent sur le consentement par lequel tout rapport de domination arrive à se maintenir, c'est à dire sur le processus de légitimation." (Mériaux 1995: 65-66)

marxiste, c'est en quelque sorte à un Gramsci non-marxiste auquel font référence les partisans de l'AC.²¹

Par la suite, la constitution d'une "école" d'analyse autour de l'AC a fait que cette référence à Gramsci est restée une sorte de "passage obligé" pour tous ceux qui en font usage, sans que cela ne suscite de vocation, ni pour une plongée plus profonde dans l'univers gramscien, ni pour l'ouverture d'un débat sur ses apports (actuels et potentiels) à l'AC.²²

Ce relatif oubli nous semble dommageable dans la mesure où la perspective gramscienne – que ce soit celle développée par Gramsci lui-même ou celle des différents courants (néo-)gramsciens – offre des solutions aux apories de l'AC. Elle permet notamment une clarification du statut des "idées" et du discours qui prend en compte leur *pouvoir* tout en les intégrant dans une conception non-idéaliste. De plus, Gramsci a développé des notions telles que celles de *révolution passive*²³ et de *transformisme (trasformismo)*²⁴ qui permettent d'opérationnaliser l'étude des changements qui se déroulent à l'intérieur même de la continuité de rapports hégémoniques. Enfin, cette perspective permet également de repenser de manière relationnelle et non-substantialiste la conception de l'Etat.

Les "idées" et les "intellectuels" chez Gramsci²⁵

Nous avons vu que la référence à Gramsci n'a pas donné lieu à une véritable réflexion sur les catégories développées par le philosophe italien. Plus encore, elle est restée largement

²¹ De ce point de vue, l'AC montre des similitudes avec la *Discourse Theory* de Laclau et Mouffe (2000) qui se veut résolument post-marxiste tout en revendiquant une filiation gramscienne.

²² Il faut toutefois noter la référence au sociologue (néo-)gramscien Stuart Hall faite par Andy Smith: "[...] nous rejoignons largement les arguments du sociologue britannique Stuart Hall qui, en réactualisant la pensée de Gramsci, a reconstruit une archéologie intellectuelle de la montée du néo-libéralisme au Royaume-Uni entre 1974 et 1981. Essentiellement, comme celle de Gramsci, la démarche de Hall part d'une analyse historico-sociologique afin de mettre en lumière l'impact des idées sur la politique. Sa problématique de base est de montrer comment les idées deviennent "organiques" au système de politique en se sédimentant dans le "sens commun" de la population, ou groupe d'acteurs, concernés." (Smith 1995: 105)

²³ Gramsci définit la *révolution passive* comme "des modifications moléculaires qui en fait modifient progressivement la composition antérieure des forces et qui deviennent donc la matrice de nouvelles modifications." (Gramsci 1990: 122 / 15-11)

²⁴ Le *transformisme* est l'intégration des intellectuels organiques (ou potentiels intellectuels organiques) des groupes dominés et subalternes dans le(s) groupe(s) politique(s) hégémonique(s), décapitant ainsi ces groupes (voir notamment Gramsci 1991: 58 sq. / 19-24). De même, Gramsci souligne l'enjeu de la conquête des "intellectuels traditionnels" qui, n'étant pas liés directement au groupe à prétention hégémonique, n'en sont que plus efficace comme arme de légitimation: "Une des caractéristiques les plus remarquables de tout groupe qui s'achemine vers le pouvoir est sa lutte pour l'assimilation et la conquête « idéologique » des intellectuels traditionnels, assimilation et conquête qui sont d'autant plus rapides et efficaces que le groupe en question élabore en même temps ses propres intellectuels organiques." (Gramsci 1978: 312 / 12-1)

²⁵ Les références aux *Cahiers de Prison* de Gramsci comprennent la date de publication de l'ouvrage concerné, le numéro de page ainsi que le numéro du cahier et du paragraphe concerné. Ex: (Gramsci 1978: 312 / 12-1).

confinée à la notion d'*intellectuels organiques* qui constitue la principale source d'inspiration pour le concept de *médiateurs* de l'AC. Or, Gramsci développe une réflexion beaucoup plus générale sur la question des idées et du discours.²⁶

En s'inscrivant dans la suite des analyses de Marx sur la politique – notamment sa conception des rapports entre l'Etat politique séparé et la *société civile* comme caractéristique de la modernité²⁷ – il analyse les conditions spécifiques des rapports politiques dans les sociétés modernes:

"La structure compacte des démocraties modernes, aussi bien comme organisations d'Etat que comme ensembles d'associations de la vie civile, constitue pour l'art politique l'équivalent des tranchées et des fortifications permanentes du front dans la guerre de positions : alors qu'auparavant le mouvement était "toute" la guerre, etc., elles le réduisent à n'être qu'un élément partiel." ((Gramsci 1978: 365 / 13-7)²⁸

Cela le conduit à développer la notion d'*hégémonie*²⁹ qui permet de penser le rapport organique entre *société civile* et *Etat politique* ainsi que d'accorder une attention particulière à au statut et à l'importance des "idées".³⁰

C'est ce second point qui nous intéresse par rapport aux ambiguïtés de l'AC, car la perspective de Gramsci permet d'apporter des éléments de clarification qui peuvent être réutilisés dans le cadre de l'AC. Il construit en effet une ontologie moniste qui à la fois conçoit les idées comme une force réelle (contre la perspective du matérialisme vulgaire de la II^{ème} internationale) et

²⁶ Gramsci propose également une conception marxiste non-réductionniste de l'Etat, mais cela ne peut être traité dans les limites de ce papier.

²⁷ Dans sa *Critique du droit politique hégélien*, Marx (1978) développe une analyse du rapport de représentation que la société établit avec elle-même avec l'émergence historique d'un Etat politique séparé, rapport qu'il conçoit comme l'une des caractéristiques fondamentales des sociétés modernes. Plus généralement, Garo (2000) montre bien que la question de la *représentation* – donc des "idées" – occupe une place centrale dans toute l'œuvre de Marx (sur cette question, voir également Fairclough and Graham (2002).

²⁸ Gramsci développe sa perspective en différenciant la configuration de la formation sociale russe pré-révolutionnaire et la situation prévalant dans les formations sociales plus développées: "En Orient, l'Etat était tout, la société civile était primitive et sans forme; En occident entre l'Etat et la société civile il existait un juste rapport et derrière la faiblesse de l'Etat on pouvait voir immédiatement la solide structure de la société civile. L'Etat était seulement une tranchée avancée derrière laquelle se trouvait une solide chaîne de fortifications et de casemates." (Gramsci 1983: 184 / 7-16) Cela le conduit ainsi à refuser de voir la révolution russe comme modèle stratégique exportable et à proposer sa conception de la lutte hégémonique (voir ég Gramsci 1978: 41 / 10-12).

²⁹ L'un des objectifs de la notion d'hégémonie est de combattre, "non seulement dans la théorie historiographique, mais aussi et surtout dans la théorie et dans la pratique politique", l'économisme qui domine chez une grande partie des théoriciens marxistes de l'époque (Gramsci 1978: 392 / 13-18)). En ce sens, Gramsci "est l'auteur qui s'est efforcé avec la plus grande force et la plus grande rigueur de relire Marx et l'histoire du marxisme sous un jour autoréflexif." (Losurdo 2006: 180)

³⁰ À cet égard, il faut relever que Gramsci a une connaissance de premier ordre des théories linguistiques puisqu'il étudiait la philologie à Turin.

affirme que leur conditions sociales de production fait partie intégrante de leur nature (contre l'idéalisme)

Réalité des idées

Le premier point important est que Gramsci expose une conception dans laquelle les "idées" ne sont pas un facteur séparé ou une variable plus ou moins importante des processus sociaux en général et politiques en particulier. Il part d'une conception plus fondamentale dans laquelle les idées constituent – dans le langage – la médiation par laquelle l'être humain a accès à la réalité et sont ainsi constitutives de tout rapport social, elles en sont la texture. Son insistance sur le fait que l'activité intellectuelle est inhérente à la nature humaine est au principe de cette conception.

"Il faut [...] démontrer [...] que tous les hommes sont "philosophes" en définissant les limites et les caractères de cette "philosophie spontanée" qui est celle de "toute le monde", autrement dit de la philosophie qui est contenue: 1) dans le langage même, lequel est un ensemble de notion et de concepts déterminés et non pas seulement un ensemble de mots grammaticalement vides de contenu; 2) dans le sens commun et le bon sens; 3) dans la religion populaire, et donc dans tout le système de croyances de superstitions, d'opinions, de façon de voir et d'agir, qui se manifestent dans ce qu'on appelle généralement le "folklore". [...] tous les hommes sont philosophes, fût-ce à leur manière propre, dès lors que dans la plus petite manifestation d'une activité intellectuelle quelconque, le "langage", se trouve contenue une conception déterminée du monde [...]"(Gramsci 1978: 175 / 11-12)

De plus, Gramsci pose les "apparences" comme une forme de réalité (Gramsci 1978: 367 / 13-10) et propose une définition extensive des idéologies qui sont "l'ensemble des superstructures" (Gramsci 1978: 100 / 10-41). Elles sont "des faits historiques réels [...]. Pour la philosophie de la *praxis*, les superstructures sont une réalité (où elles le deviennent, quand elles ne sont pas de pures élucubrations individuelles) objective et agissante; elle affirme explicitement que les hommes prennent conscience de leur position sociale et donc de leurs tâches dans le domaine des idéologies, ce qui n'est pas une mince affirmation quant à leur réalité."(Gramsci 1978: 119 / 10-41)

Cela conduit notamment Gramsci à analyser la manière dont le langage a une fonction hégémonique pratique, car il constitue le mécanisme par lequel est atteinte une conscience sociale intégrée. Le fait que des termes d'une très grande importance sont toujours connotés rend à la base extrêmement difficile de penser de manière alternative. Ainsi, le fait même d'être capable de définir son insatisfaction revêt de très grandes difficultés. (Lester 2000: 71)

Gramsci confirme l'importance de l'étude des idées lorsqu'il réfute l'affirmation selon laquelle sa conception exclut "l'histoire éthico-politique, c'est-à-dire ne reconnaît pas la réalité d'un moment de l'hégémonie, n'accorde pas d'importance à la direction culturelle et morale et considère réellement les faits de la superstructure comme des « apparences ». On peut dire

que non seulement la philosophie de la *praxis* n'exclut pas l'histoire éthico-politique mais qu'au contraire la phase la plus récente de son développement consiste justement dans la revendication du moment de l'hégémonie comme élément essentiel de sa conception de l'Etat et dans la « valorisation » du fait culturel, de l'activité culturelle, de la nécessité d'un front culturel à côté des fronts purement économiques et politiques." (Gramsci 1978: 30-31 / 10-7)

Ces postulats apportent une ébauche de réponse à la question de savoir si la différenciation entre idées, intérêts et institutions est d'ordre ontologique ou strictement méthodologique. Gramsci se place du côté de l'hypothèse d'un monisme impliquant que les "trois I" doivent être considérés comme trois moments organiquement liés des processus sociaux. Dans ce cadre, les "idées" occupent toujours une place primordiale dans l'explication des phénomènes sociaux en général et politiques en particulier.

De plus, la définition gramscienne des idéologies est de première importance car elle rend caduque le schéma dualiste base économique / superstructure et ouvre une nouvelle perspective dans laquelle la métaphore base-superstructure renvoie au phénomène social total comme conjonction entre le rapport social réel et sa forme d'appréhension sémiotique (la manière dont il est saisi "idéellement" par les acteurs)) qui, ensemble, le constituent.

Bakhtine a développé une position similaire à celle de Gramsci (Brandist 1996) en partant du problème de la détermination du signe en tant que phénomène social et il exprime le rapport base-superstructure de la manière suivante:

"Le problème de la *relation réciproque* entre l'infrastructure et les superstructures, problème des plus complexes et qui exige, pour sa résolution féconde, une masse énorme de matériaux préliminaires, peut justement être éclairci, dans une large mesure, par l'étude du matériau verbal. De fait, l'essence de ce problème, sur le plan qui nous intéresse, se ramène à la question de savoir *comment* la réalité (l'infrastructure) détermine le signe, *comment* le signe **reflète et réfracte** la réalité en devenir." (Bakhtin 1977: 37. Nous soulignons)

Ce double aspect de réflexion/réfraction illustre bien la nature de la connaissance et la non-identité entre réalité et pensée. Il marque également le rapport dialectique entre ces deux dimensions. Le signe *reflète* une réalité en devenir, il est une sorte de forme passive prise par un référent externe, mais il *réfracte* également cette réalité dans le sens où la forme déterminée que le référent revêt dans le signe est également tributaire d'une part active de mise en forme spécifiquement sémiotique qui ne peut être définie a priori mais dépendra des conditions sociales de production du signe.

Ainsi, de ce point de vue, les superstructures ne sont pas des instances/niveaux/régions séparées, mais le *moment* particulier d'un processus social, celui dans lequel l'être humain saisi le monde réel d'une certaine manière. En ce sens, les superstructures sont, selon la formule de Sayer, les "formes sociales de conscience" (1987: 91) dans lesquelles les "rapports

essentiels" de la société sont "immédiatement-médiatement" saisis par les êtres humains. Dans cette conception, les "superstructures" constituent en fait les formes d'apparition (*Erscheinungsformen*) des rapports sociaux *réels*. Il ne s'agit pas d'une détermination causale externe, mais d'une relation interne entre essence et apparence, toutes deux constitutives de la réalité sociale. Car, la manière dont cette réflexion/réfraction est façonnée, le processus par lequel elle prend forme, est dérivé des rapports sociaux *réels*, ils bornent le champ des possibles en tant qu'instances "extérieures" régulatrices.

Ancrage social des idées

Cette nature de part en part sociale des idées nous mène au second point que nous voulions souligner: Gramsci affirme que l'étude des "idées" ne peut être autonomisée de l'analyse de leurs conditions sociales – "matérielles" – de production. Sorte de miroir à l'affirmation selon laquelle les hommes sont tous des philosophes, Gramsci souligne qu'il existe une fonction d'intellectuel, sorte de couche sécrétée par les groupes sociaux particuliers:

"Tous les hommes sont des intellectuels ; mais tous les hommes ne remplissent pas dans la société la fonction d'intellectuel. [...] C'est ainsi que, historiquement se constituent des catégories spécialisées dans l'exercice de la fonction intellectuelle ; elles se constituent en connexion avec les groupes sociaux, mais plus particulièrement en connexion avec les groupes sociaux les plus importants, et elles subissent une élaboration plus poussée et plus complexe en connexion avec le groupe social dominant." Gramsci 1978: 312 / 12-1)

Mais Gramsci va plus loin dans son explication de l'ancrage social de la production des idées et développe la notion de *bloc historique* qui constitue "l'unité de nature et de l'esprit" (Gramsci 1978: 366 / 13-10), et dans lequel "les forces matérielles sont le contenu, et les idéologies la forme, distinction de forme et de contenu purement didactique, puisque les forces matérielles sans forme seraient inconcevables historiquement et que les idéologies sans les forces matérielles seraient des fantaisies individualistes."(Gramsci 1983: 186 / 7-21)

Selon lui, il est d'ailleurs faux de dire que:

"[...] la philosophie de la *praxis*³¹ "sépare" la structure des superstructures, puisque, au contraire, elle conçoit leur développement comme étant étroitement lié et nécessairement interdépendant et réciproque. Et même de façon métaphorique, la structure n'est pas comparable à un "dieu caché" [...]. Peut-être la structure est-elle considérée comme quelque chose d'immobile et d'absolu et non pas au contraire comme la réalité en mouvement et l'affirmation des *Thèses sur Feuerbach* sur l'"éducateur qui doit être éduqué" ne suppose-t-elle pas un rapport nécessaire de réactivation active de l'homme sur la structure en affirmant l'unité du processus et du réel. C'est précisément cette unité soutenue par la philosophie de la *praxis* que saisissait pleinement le concept de "bloc historique" construit par Sorel."(Gramsci 1978: 100-102 / 10-41).

³¹ Terme générique donné à son approche par Gramsci.

Mais toutes les idéologies ne se valent pas: "Il faut donc faire une distinction entre les idéologies historiquement organiques, qui sont nécessaires à une structure donnée, et des idéologies arbitraires, rationalistes et "voulues". En tant qu'historiquement nécessaires elles ont une valeur qui est une valeur "psychologique", elles "organisent" les masses humaines, elles forment le terrain où les hommes évoluent, prennent conscience de leur position, luttent, etc. En tant qu'"arbitraires", elles ne créent que des mouvements individuels, des polémiques, etc."(Gramsci 1983: 186 / 7-19)

Appliqué à l'AC cela permet de donner une assise au postulat de Muller selon lequel ce n'est pas une approche par les idées. Car cela permet de rendre compte de la force du discours sans pour autant sombrer dans l'idéalisme. De plus, alors que dans la conception de l'AC l'explication abstraite du changement – structuro-fonctionnalisme – était en décalage avec les théories qui devaient rendre compte de son processus concret – constructivisme "modéré" et approche gramscienne – la perspective gramscienne s'appuie sur une conception du changement comme résultante des contradictions réelles travaillant la société. Reste que ces deux points supposent une réévaluation des rapports de Gramsci à Marx, ce qui entre potentiellement en contradiction avec un des postulats de base de l'AC, celui de s'appuyer sur Gramsci pour se distancer de l'approche marxiste.

De Gramsci à la Cultural political economy

Le caractère fragmentaire des *Cahiers de Prison* de Gramsci et les variations de l'usage de ses concepts dans les textes rendent difficile de développer un schéma d'analyse pouvant être opérationnalisé immédiatement. Néanmoins, les concepts gramsciens ont été repris et développés par de nombreux courants.³² Parmi les approches qui ont poussé le plus loin l'intégration des "idées" dans une perspective gramscienne ainsi que son opérationnalisation, on trouve la *Cultural Political Economy* (CPE) (Fairclough, Jessop and Sayer 2002; Jessop 2004; Sum 2004). Cette approche tente d'élaborer une synthèse de la critique de l'économie politique et de l'analyse de discours critique (*critical discourse analysis*) en remettant la construction de la signification (*sémiotique*) au centre de l'analyse.

Les coordonnées de cette approche sont données par le pôle de la critique de l'économie politique, d'une part, et celui de l'analyse du discours, de l'autre. Son objectif est de comprendre la dimension fondamentalement sémiotique³³ des phénomènes socio-économiques tout en restant fermement ancré dans une réflexion sur les contradictions du

³² Les approches (néo-)gramsciennes sont nombreuses, on les trouve notamment en relations internationales, en science politique, dans les cultural studies.

³³ Fairclough, Jessop et Sayer utilisent le terme «sémiotique» plutôt que celui de «discours» car, d'une part, «sémiotique» possède une plus grande extension et renvoie également à des formes non-verbales de communication et, d'autre part, le terme de «discours» est un concept se référant à des représentations particulières du monde dans l'architecture conceptuelle de l'analyse sémiotique (Fairclough et al., 2002: 10).

capitalisme. Ces deux «piliers» (approche marxienne et analyse de discours) ont un lien fort, car la dimension sémiotique est un des éléments permettant de différer et déplacer (provisoirement) les contradictions des *formations sociales capitalistes*. Sur le plan théorique, il y a une homologie structurale entre la critique marxienne de l'économie politique et les analyses sémiotiques – la *CDA* notamment – sur lesquelles la *CPE* s'appuie. Les deux approches mettent au centre de leurs analyses à la fois le caractère ouvert, contingent et processuel de l'organisation de la société³⁴ et le fait que la régularisation des rapports sociaux nécessite une réduction de la complexité – du sens et des pratiques «matérielles» –, ce qui a pour effet de marginaliser certains groupes sociaux. La construction sémiotique permet ainsi la suppression, dans le discours uniquement, du caractère contradictoire des rapports sociaux.³⁵ L'effet «matériel» de cela est que les contradictions sont déplacées sur certains groupes sociaux - ceux qui n'ont pas accès au *discours* autorisé -, ce qui permet de les différer dans le temps et de les déplacer dans l'espace. Jessop explique bien ce mécanisme en ce qui concerne l'économie:

"The recursive selection of semiotic practices and extra-semiotic processes at these scales tends to reduce inappropriate variation and to secure thereby the « requisite variety » (constrained heterogeneity rather than simple uniformity) that supports the structural coherence of economic activities." (Jessop, 2004: 165).

L'aspect sémiotique ne se surajoute pas aux autres dimensions, il est une dimension constituante de toute pratique sociale. Dans ce cadre, le *moment sémiotique* prend donc sa place dans une économie des *pratiques*, i.e. comme médiation entre structures et action. Ainsi ce *moment sémiotique*, pour particulier qu'il soit, n'est qu'un *moment* dans un processus social plus général. Harvey (1996: 77 sq.) pose bien cette problématique de la place du sémiotique en définissant six moments des processus sociaux: langage, discours (sémiotique) / pouvoir / croyance, désirs, valeurs (imaginaire) / institutions, rituels / pratiques matérielles / rapports sociaux (formes de socialité). Cette distinction est d'ordre purement analytique (et non pas ontologique) et le moment discursif (sémiotique) est également une forme du pouvoir, des institutions, des pratiques matérielles, car il internalise ces autres moments. De plus, il est

³⁴ Pour une bonne synthèse de cet aspect, voir Laclau and Mouffe (2001), même si nous ne partageons pas leur analyse du «post-marxisme». Selon eux, l'analyse de Gramsci souffre d'une tension entre l'économisme hérité de la conception léniniste de l'hégémonie comme simple alliance de classe et une conception de l'hégémonie en tant que processus purement politique d'articulation sémiotique génératrice d'identités sociales. Le problème de Gramsci, selon eux, étant de ne pas renoncer à une analyse en terme de classe. Selon nous, c'est précisément la tension assumée entre ces différents niveaux qui confère à la perspective gramscienne son acuité heuristique.

³⁵ Il faut souligner ici la différence entre conflit et contradiction. Une construction sémiotique de la société comme non-contradictoire ne veut pas dire qu'elle est exempte de description de conflits. Au contraire, la mise en discours de la société pose des lignes de conflictualité pour expliquer la situation de crise (la stigmatisation des travailleurs étrangers dans une situation de haut taux de chômage par exemple), mais ces conflits ne sont pas des contradictions au sens où ils sont présentés comme pouvant être résolus dans le cadre donné de la société.

articulé aux autres moments, ce qui implique qu'il doit être compris dans la configuration plus générale du processus social dont il fait partie.

Ainsi, l'accent mis sur le *moment* sémiotique ne doit pas pour autant laisser penser à un constructivisme absolu, car le développement d'"imaginaires" économiques ou politiques (la construction sémiotique de l'économie et de la politique) est le fruit de l'action de forces économiques, politiques et intellectuelles (partis politiques, *think tanks*, organisations internationales). Ainsi, de nouvelles formes structurelles et organisationnelles sont développées pour institutionnaliser ces liens.³⁶ Un "imaginaire" n'est donc pas qu'un construit discursif, il s'appuie sur des forces socio-politiques qui sont ses forces constitutives dans le «monde matériel». À ce propos, les théoriciens de la *CPE* et de la *CDA* font une distinction très importante entre *construction* (position constructiviste) de *construal* (position du réalisme critique):

"A realist would argue that although aspects of the social world such as social institutions are ultimately socially constructed, once constructed, they are realities which affect and limit the textual (or 'discursive') construction of the social. We need to distinguish 'construction' from 'construal', which social constructivists do not: we may textually construe (represent, imagine, etc.) the social world in particular ways, but whether our representations or construals have the effect of changing its construction depends upon various contextual factors, including the way social reality already is, who is construing it, and so forth. So, we can accept a moderate version of the claim that the social world is textually constructed, but not an extreme version." (Fairclough 2003:8-9).

De plus, un imaginaire qui réussit à s'imposer transforme et naturalise certains éléments de l'organisation politique de la société, la dimension sémiotique n'est donc pas convoquée *post festum* pour légitimer un état de fait.

L'analyse du *moment sémiotique* offre ainsi un point d'entrée pour appréhender la manière dont certains phénomènes sont construits comme *objets de régulation*, i.e. des ensemble de rapports sociaux construits par des rapports de forces socio-sémiotiques comme des espaces d'intervention politique légitime et qui seront ainsi inscrits dans la matérialité institutionnelle de l'Etat. Cette analyse relève «méthodologiquement» d'une analyse de discours dépassant le cadre de la linguistique comme *discipline*.

C'est une telle perspective qui est développée par la *Critical Discourse Analysis* (CDA), (Chouliaraki et Fairclough, 1999; Fairclough, 2003). Cette approche part des préoccupations

³⁶ Les exemples sont nombreux, comme l'illustrent les restructurations de l'Etat. On peut prendre celui de la monnaie, dont le changement de fonction qui a lieu entre le dispositif keynésien (monnaie facteur de demande) et le dispositif monétariste (facteur d'offre) engendre des reconfigurations dans l'organisation étatique de sa gestion, dont l'indépendance des banques centrales est une des illustrations. De même, la forme de la gestion étatique de la force de travail cristallise institutionnellement des rapports différents selon qu'elle est modelée sur le principe du *Welfare* ou sur celui du *Workfare*.

de la linguistique pour les intégrer dans une approche générale apte à analyser la médiation sociale du discours. Intégrée à la *CPE*, la *CDA* constitue une manière de saisir la dimension sémiotique des faits sociaux et, particulièrement, de repérer les stratégies et les processus de constitution d'identités sociales. Dans cette perspective, c'est la génération d'*ordres du discours* (ou *ordres sémiotiques*) qui devient le point de focalisation de l'analyse. En effet, les possibilités de signification des structures sémiotiques abstraites (les *langages* comme le français, l'anglais, etc.) sont tellement étendues que, pour comprendre les principes générateurs des *textes* (les «événements» ou les «faits» dans leur dimension sémiotique), il faut introduire la question de la médiation des *pratiques sémiotiques* (i.e. les régularités relatives et provisoires), comme principes d'ordonnement. Ce sont les *ordres sémiotiques* qui représentent l'organisation sociale et le contrôle des variations sémiotiques (Fairclough, 2003: 25). Cette perspective, qui reprend notamment l'inspiration de Foucault du discours comme forme de pouvoir (Foucault, 1971), pour qui:

"dans toute la société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité." (Foucault 1971)

Dans la perspective de la *CDA*, l'émergence d'un *ordre sémiotique* constitue un *moment* de la lutte hégémonique. L'ordre sémiotique est ainsi:

"[...] the discursive facet of the contradictory and unstable equilibrium which constitutes a hegemony, and the articulation and rearticulation of orders of discours is correspondingly one stake in hegemonic struggle. Further, discursive practice, the production, distribution, and consumption (including interpretation) of texts, is a facet of hegemonic struggle which contributes in varying degrees to the reproduction or transformation not only of the existing order of discourse (for example through the ways prior texts and conventions are articulated in texte productions) but also through that of existing social and power relations." (Fairclough 1992: 93)

Du point de vue de leur articulation "interne", les ordres sémiotiques sont des configurations particulières de *genres*, *discours* et *styles* (Fairclough, Jessop and Sayer 2002). Les *genres* réfèrent à l'action dans sa dimension sémiotique (ex: le genre journalistique, le genre de l'entretien, le genre promotionnel etc.). Les *genres* ne sont pas monolithiques. D'une part, ils se déclinent en *chaînes de genres* (*genre chains*), concrétisées par le fait que différents genres sont régulièrement liés, impliquant la transformation systématique d'un genre à un autre (ex: rapport gouvernemental – conférence de presse – article de journal). Le changement dans ces *chaînes de genre* est un élément important du changement social. D'autre part, ils ouvrent la voie à l'étude du *mélange des genres* (*genre mixing*), qui renvoie à l'aspect *interdiscursif* des textes. Plus précisément, cela évoque la présence de plusieurs genres dans un même texte,

comme le genre promotionnel et le genre scientifique, ou de plusieurs "voix" ou discours dans un même texte (de manière implicite ou explicite).

Les *discours* renvoient à la construction de la représentation du monde, les différents *discours* renvoient à différentes manières de voir le monde.

Les *styles* sont les manières d'être, les identités sociales et individuelles dans leur dimension sémiotique (ex: le style du manager). Encore une fois, il s'agit ici de distinctions d'ordre analytique et non pas ontologique, ces trois aspects de la construction du sens n'étant pas séparables dans la réalité des processus sociaux: des représentations particulières (discours), peuvent être mises en acte de manières différentes (genres), et inculqué par le biais d'identification diverses (styles) (Fairclough 2003).

De ce point de vue, l'analyse d'un texte suppose, d'une part, une analyse du sémiotique dans ses trois dimensions (action, représentation, identification) et la manière dont elles sont mises en œuvre dans les caractéristiques du texte (grammaire, vocabulaire), d'autre part, l'établissement d'un lien entre les événements concrets et les pratiques sociales plus abstraites en dévoilant quels genres, discours et styles sont utilisés et comment ils sont articulés dans le texte.

Elle suppose également l'analyse de la production de l'hégémonie dans les textes par le repérage des rapports d'*équivalence* et de *différence*. Ces deux logiques renvoient à des processus de classification et de construction sémiotique de l'ordre social. La relation de différence crée des divisions, tandis que la relation d'équivalence subvertit les différences et divisions existantes. La CDA reprend cet aspect de la *discourse theory* (Laclau and Mouffe 2000).³⁷ Dans cette perspective, le *projet hégémonique* est produit de manière spécifique dans le discours, par la construction d'antagonismes sociaux par l'*articulation hégémonique*. Cette articulation produit, dans la dimension sémiotique, des rapports de différences et d'équivalences, lesquels vont de la métonymie (équivalence faible) à la métaphore (équivalence forte). Le concept freudien³⁸ (repris par Althusser) de *surdétermination* est également utilisé pour rendre compte de ce rapport d'équivalence. Ce rapport est le fruit de la *condensation*, travail métaphorique dans lequel plusieurs sens sont investis en un seul, et du *déplacement*, travail métonymique, dans lequel une signification est investie dans une autre signification. Dans ce cadre, c'est l'existence de *points nodaux* (*nodal points*)³⁹ qui sert de base à cette articulation, un élément particulier assumant une fonction structurante universelle dans la dimension sémiotique, sans que les caractéristiques de cet élément ne le prédestine à cette

³⁷ La CDA ne souscrit pas pour autant au constructivisme discursif absolu de Laclau et Mouffe.

³⁸ La théorie lacanienne est l'une des sources d'inspiration forte de la *discourse theory*, qui reprend sa conception du sujet "toujours-déjà" scindé (*always-already split*) pour la transposer à la société.

³⁹ Les *points de capiton* lacaniens

fonction. Plus précisément, la fonction de ce *point nodal* est de constituer rétroactivement le sens des *moments* de la *chaîne d'équivalence* qu'il constitue.⁴⁰

Conclusion

Nous avons tenté de réactiver la référence gramscienne présente dans l'AC afin de tenter d'apporter des réponses aux problèmes du statut des idées et du discours et de la méthode permettant de les analyser. Les propositions que nous avons faites sont restées à un niveau très abstrait, ce qui est principalement dû au fait que l'un des problèmes de l'AC est précisément une certaine ambiguïté au niveau des conceptions abstraites. Reste qu'il faudrait compléter cette entrée en matière par une "mise en œuvre" des concepts.

De même, nous nous sommes cantonnés à déconstruire et ébaucher une reconstruction de la seule question des idées et du discours, mais il faudrait également juger de l'impact de l'élaboration de catégories importées de l'analyse gramscienne sur d'autres notions de l'AC.

Enfin il nous semble que cette réactivation représente un "coût" pour l'AC dans la mesure où elle implique de renouer le dialogue avec la perspective marxienne, alors que précisément l'AC s'est construite en partie contre cette perspective.

Il n'en reste pas moins que, selon nous, l'approche (néo-)gramscienne synthétise trois éléments cruciaux pour la compréhension de l'action publique. Elle propose une explication de la nécessité, jamais totalement achevée, de constitution de la société comme totalité (ordre social), sur la base de la construction discursive (par les « idées ») d'une vision particulière du monde social se donnant pour universelle grâce à la médiation de l'Etat et portée par une coalition – hiérarchisée et instable – d'acteurs, entrant en compétition avec d'autres visions du monde, portées par d'autres groupes sociaux. Ceci résultant notamment en la cristallisation (toujours provisoire) d'un type particulier d'action publique.

⁴⁰ Torfing (1999: 225) donne l'exemple du Welfare State comme point nodal: "In an attempt to define the term "welfare state", we might say that health, housing, education, social assistance, full employment, etc. constitute an equivalential chain that establishes the meaning of the welfare state [...] The notion of the welfare state is an empty signifier that functions as a *nodal point* in the sense that it retroactively constitutes that which it signifies."

Références

- Anderson, P. (1978). *Sur Gramsci*. Paris: Maspero.
- Bakhtine, M. , and V.N.) (Volochinov. 1977. *Le marxisme et la philosophie du langage. Essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*. Paris: Minuit.
- Brandist, C. 1996. "Gramsci, Bakhtin and the Semiotics of Hegemony." *New Left Review*. 1/216
- Durkheim, E. (1998) *De la division du travail social*, Paris, PUF
- Fairclough, N. (2003), *Analysing discourse. Textual analysis for social research*, London, Routledge.
- Fairclough, N., and P. Graham (2002) "Marx as a critical discourse analyst." *Estudios de Sociolinguística* 3.
- Fairclough, N., B. Jessop, and A. Sayer (2002). "Critical Realism and Semiosis." *Journal of Critical Realism* 5(1).
- Fouilleux E. (2000). Entre Production et institutionnalisation des idées, La réforme de la Politique Agricole Commune, *Revue Française de Science Politique*, vol.50, n°2, avril.
- Garo, I. (2000) *Marx, une critique de la philosophie*. Paris: Seuil.
- Giraud, O. (2004). "Les représentations dans l'analyse de l'action publique en France et en Allemagne – Entre traditions étatiques et traditions intellectuelles". *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action – Le savant, le politique et l'Europe*. B. Zimmermann. Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme: 145-174.
- Gramsci, A. (1978). *Cahiers de Prison. Cahiers 10, 11, 12 et 13*. Paris, Gallimard.
- Gramsci, A. (1983). *Cahiers de Prison. Cahiers 6, 7, 8 et 9*. Paris, Gallimard.
- Gramsci, A. (1990). *Cahiers de Prison. Cahiers 14, 15, 16, 17 et 18*. Paris, Gallimard.
- Gramsci, A. (1991). *Cahiers de Prison. Cahiers 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29*. Paris, Gallimard.
- Harvey, D. (1996). *Justice, Nature and the Geography of Difference*. London: Blackwell.
- Hassenteufel, P. et A. Smith (2002). "Essoufflement ou second souffle? L'analyse des politiques publiques "à la française"." *Revue française de science politique* 52(1): 53-73.
- Hay, C. (2004). "Ideas, interests and institutions in the comparative political economy of great transformations." *Review of International Political Economy* 11.
- Hay, C. (2004). "The Normalising Role of Rationalist Assumptions in the Institutional Embedding of Neoliberalism." *Economy and Society* 33.
- Hay, C. (2004). Taking Ideas Seriously in Explanatory Political Analysis', *British Journal of Politics and International Relations*, 6, 2004.
- Izuzquiza, I. (1990). "Niklas Luhmann ou la société sans hommes." *Cahiers internationaux de sociologie*(89).
- Jessop, B. (2004), "Critical semiotic analysis and Cultural Political Economy", *Critical Discourse Studies*, 1 (1).
- Jobert, B. (1992). "Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques." *Revue Française de Science Politique* 42(2).
- Jobert, B. (1995). "Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction de normes institutionnelles: esquisse d'un parcours de recherche". La construction du sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel. A. Faure, G. Pollet and P. Warin. Paris, L'Harmattan: 13-24.

- Jobert, B. et B. Théret (1994) "France: la consécration républicaine du néo-libéralisme" in, Jobert, B. (dir), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan.
- Leca, J. et P. Muller (2008). "Y a-t-il une approche française des politiques publiques?" *Politiques publiques et démocratie*. O. Giraud and P. Warin. Paris, La Découverte: 35-72.
- Lester, J. (2000). *Dialogue of Negation. Debates on Hegemony in Russia and the West*. London: Pluto Press.
- Losurdo, D. (2006). Gramsci. Du libéralisme au "communisme critique". Paris, Syllepse.
- Marx, K. (1975). *Critique du droit politique hégélien*. Paris: Editions Sociales.
- Mériaux, O. (1995). "Référentiel, représentation(s) sociale(s) et idéologie. Remarque à partir d'une application du référentiel à la politique de l'emploi". *La construction du sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel*. A. Faure, G. Pollet and P. Warin. Paris, L'Harmattan.
- Muller, P. (1990). *Les politiques publiques*. Paris, PUF.
- Muller, P. (1992), "Entre le local et l'Europe: la crise du modèle français de politiques publiques", *Revue Française de Science Politique*, vol. 42.
- Muller, P. (1995) "Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde", in Faure, P et al., *La construction du sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan.
- Muller, P. (2000), "L'analyse des politiques publiques: vers une sociologie politique de l'action publiques", *Revue Française de Science Politique*, vol. 50
- Muller, P. (2005), "Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique", *Revue Française de Science Politique*, vol. 55
- Palier, B., et Y. Surel (2005), "Les "trois I" et l'analyse de l'Etat en action", *Revue Française de science politique*, vol. 55.
- Pollet, G. (1995). "Analyse des politiques publiques et perspectives théoriques. Essai de modélisation à travers l'exemple des politiques de retraite dans une perspective historique". *La construction du sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel*. A. Faure, G. Pollet and P. Warin. Paris, L'Harmattan.
- Sayer, D. 1987. *The violence of abstraction. The analytic foundations of historical materialism*. Oxford: Basil Blackwell.
- Schmidt, V. (2008). "Discursive Institutionalism: the explanatory power of ideas and discourse." *Annual Review of Political Science* 11: 303-326.
- Schmidt, V. A. (2000). "Values and Discourse in the Politics of Adjustment". *Welfare and Work in the Open Economy*. F. W. Scharpf and V. A. Schmidt. Oxford, Oxford University Press. I.
- Smith, A. (1995). "Les idées en action: le référentiel, sa mobilisation et la notion de policy networks". *La construction du sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel*. A. Faure, G. Pollet and P. Warin. Paris, L'Harmattan: 103-124.
- Sum, N.-L. (2004). "From 'Integral State' to 'Integral World Economic Order': Towards a Neo-Gramscian Cultural International Political Economy." in *Cultural Political Economy Working Paper Series*. University of Lancaster.
- Surel, Y. (2000). "L'intégration européenne vue par l'approche cognitive et normative des politiques publiques." *Revue Française de Science Politique* 50(2).
- Torfinn, J. (1999). *New Theories of Discourse*. London: Blackwell.
- Zittoun, P. (2008). "Référentiels et énoncés: les idées en action". *Politiques publiques et démocratie*. O. Giraud and P. Warin. Paris, La Découverte: 73-92.